

Quelque considérations sur l'émigration espagnole

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **53 (1961)**

Heft 10

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385213>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

notre vieille et respectable république – ainsi que les travailleurs doivent se pénétrer de cette vérité: la démocratie vivante est une construction continue.

Quelques considérations sur l'émigration espagnole

Par ELVASCO

L'époque actuelle se caractérise par certains symptômes qui méritent d'être pris en considération. La concurrence économique, le Marché commun, l'instabilité et le déséquilibre selon les différents régimes politiques, les crises et les bouleversements, les programmes d'aide aux pays insuffisamment développés, etc., sont autant de phénomènes inséparables de la lutte quotidienne pour l'existence et dont l'analyse exige beaucoup de réflexion ainsi qu'une large mesure de critique historique. L'exode est intimement lié à ces phénomènes: c'est au surpeuplement que l'on attribue parfois la fuite qui, bien souvent, n'est rien moins qu'une évasion forcée imposée par le chômage. Tel est le cas de l'émigration italienne. C'est ainsi que, en règle générale, l'émigration revient à « décongestionner » des zones surpeuplées et à absorber les populations excédentaires qui en étaient presque arrivées au stade du sous-emploi. Les phénomènes d'exode rural massif prennent alors une importance particulière: vus de l'intérieur, ils constituent les premiers symptômes d'un mouvement migratoire; or, de tels mouvements peuvent être considérés comme universels dans le cadre propre à chaque pays.

En dernier ressort, une corrélation très étroite existe entre l'exode rural et les migrations. Cette thèse s'appuie sur les considérations suivantes:

- a) Il faut se garder soigneusement d'interpréter unilatéralement, soit en bien, soit en mal, les conséquences sociales, économiques, culturelles, etc., de ce mouvement, car leurs effets sont, en réalité, très divers.
- b) Il faut en différencier les conséquences immédiates et à long terme.

Un examen approfondi de l'importance des migrations se heurte à plusieurs difficultés d'ordre technique.

La première a trait à l'imperfection notoire des statistiques de la migration. En réalité, en dehors des observations empiriques et intuitives, on sait bien peu de chose sur le volume du courant migratoire, sa composition et sa nature, car les données statistiques existant sur ce point sont insuffisantes, fragmentaires et incohérentes; en outre, elles sont souvent superficielles et périmées. D'autre part,

il est rare que les techniques employées en statistique permettent de déterminer le chiffre de l'émigration entre les diverses régions productrices.

Après ces constatations préliminaires, on pourrait se demander en premier lieu quels sont les facteurs déterminants de cet exode rural massif. Les raisons de cette désertion collective des régions intérieures de l'Espagne ne sont un secret pour personne. Si nous prenons comme exemple l'une des régions les plus riches d'Andalousie, la province de Cadix, nous constatons que 30 000 ha appartiennent à dix « seigneurs ». Dans cette région, les vignes de Jerez de la Frontera sont aux mains de 3% des propriétaires, alors qu'elles représentent 67% de la production. Sur les 16 000 ha d'excellentes terres qu'il possède, le duc de Medinaceli en consacre 15 000 à la chasse. L'ensemble des terres espagnoles appartiennent à 1% des propriétaires terriens, ce qui représente 42% des terres cultivables au total.

Et, pendant ce temps, le travailleur agricole perçoit un salaire de misère. Il est inutile d'invoquer des témoignages personnels: il suffit, à notre avis, de ne citer qu'une statistique officielle, extraite des *Annuaire statistiques espagnols*, pour illustrer la situation des paysans depuis vingt ans.

Evolution des salaires agricoles en pesetas de 1931

(pouvoir d'achat des salariés agricoles), indice 100 = 1931

1931	100,0	1939	96,5	1947	55,1
1932	106,8	1940	86,0	1948	51,4
1933	114,5	1941	81,0	1949	48,1
1934	114,4	1942	78,9	1950	40,7
1935	115,2	1943	75,5	1951	31,7
1936	121,3	1944	71,4	1952	31,4
1937	121,0	1945	67,4	1953	29,3
1938	123,0	1946	59,2	1954	39,5

« D'une part, des hommes sans terre; de l'autre, des terres sans hommes », a-t-on dit. En fait, les deux existent, aussi bien les hommes que les terres, mais les terres sont immuables, à l'inverse des hommes. C'est dans de telles conditions que se produit l'exode des populations rurales vers les centres industriels.

Si l'on examine de près le problème complexe posé par ces mouvements – constants en Espagne – on s'aperçoit que cette migration paysanne devient une cause accessoire des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires dont souffre la population, même dans les villes; or, ces difficultés ne peuvent que faire augmenter les prix et affecter ainsi les conditions de vie des classes populaires. Cette main-d'œuvre paysanne « sans emploi ni revenu » compromet la situation économique et sociale de la classe travailleuse urbaine

en raison de l'extrême limitation de ses besoins et de ses exigences. Et l'on prétend que « le paysan s'intègre ». Or, ces personnes qui autrefois se suffisaient à elles-mêmes comme producteurs et consommateurs, sont aujourd'hui jetées sur le marché de l'emploi, en quête de produits et de profits.

Ces bouleversements économiques entrent dans le cycle de la civilisation et lorsqu'un pays, qui se considère comme tel, est sur le point de s'industrialiser, il se tourne vers l'éducation technique et professionnelle ou, autrement dit, il « commence par le commencement ».

Cependant, l'Espagne de 1950 a voulu s'industrialiser rapidement. Et l'on pourrait s'interroger sur le sens de l'industrialisation franquiste. Indiquons brièvement certains faits extraits de *l'Histoire d'Espagne*, de Pierre Vilar (Presses universitaires de France, Paris 1958). Nous y lisons :

« Les industries de biens de consommation courante (textiles) restent en retrait, mais l'installation d'entreprises chimiques et mécaniques diverses devance trop souvent la capacité énergétique et sidérurgique. Malgré les progrès de l'électricité (15 milliards de kilowattheures, du charbon (15 milliards de tonnes) et de la sidérurgie (Avilés), l'Espagne ne dispose que de 50 kg d'acier, de 500 kWh, de 0,08 t de houille (équivalent énergétique) par habitant. L'extraction des pyrites et du minerai de fer, tombée au tiers de celle de 1913, se relève de nouveau en grande partie pour l'exportation. Les rythmes de création de quelques secteurs (automobiles, aluminium) ne doivent donc pas faire illusion. »

Mais ce qui est encore plus inquiétant, c'est la disproportion croissante entre les zones urbaine et rurale, non seulement du point de vue économique (le revenu national par habitant était de 10 023 pesetas [238 dollars] en 1953 ou social (inexistence des garanties les plus élémentaires pour les paysans, qu'il s'agisse d'hygiène, de conditions de travail, d'assistance médicale, de prévoyance sociale, d'alimentation), mais aussi du point de vue éducatif et culturel (insuffisance de moyens scolaires et absence totale des éléments fondamentaux de la vie culturelle).

Dans ces conditions, devant l'influence croissante des procédés d'« imitation sociale » et conformément à la fameuse théorie de Gabriel Tarde, les mouvements des populations d'une zone à l'autre s'effectuent selon un automatisme inéluctable, comparables en cela au mécanisme des courants d'air qui vont d'un lieu de haute pression vers un lieu de basse pression atmosphérique.

Les migrations internationales *Définition et nature; identification et volume*

L'exode rural constitue la première étape des migrations internationales. La saturation, les conditions de vie impossibles, l'insuf-

fisance des emplois, l'inadaptation, l'« étouffement moral » se traduisent de façon désastreuse par l'émigration continentale. Nous lisons ce qui suit dans les *Migrations internationales*, étude publiée en 1959 par le BIT, Genève :

« Le problème théorique résulte de la complexité et de la relative indétermination de la notion de migrant. En définissant ce migrant comme un « voyageur international qui se déplace en vue soit d'occuper pendant un certain temps un emploi civil dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle (travailleur migrant), soit de s'y établir durablement sans objectif professionnel immédiat (migrant non travailleur) », il est manifeste qu'on ne précise pas l'idée d'une manière qui permette d'établir des critères statistiques pratiques, c'est-à-dire à la fois uniformes, simples et rigoureux. De toute évidence, plus de précision conduit nécessairement à des définitions qui ne peuvent embrasser que des aspects partiels du phénomène, c'est-à-dire à élaborer, suivant des normes différentes, une pluralité d'instruments statistiques.

» En fait, les pays sacrifient ces nécessités théoriques à des considérations d'utilité. Ils ne procèdent qu'aux contrôles qu'ils jugent indispensables et choisissent, aux fins de l'identification numérique des mouvements qui les intéressent, des critères aussi pratiques que possible. »

Mais la froide réthorique des notions et définitions relatives aux migrations en général, et plus particulièrement aux migrations espagnoles, nous éloigne du problème fondamental, c'est-à-dire de l'aspect humain et social. Admettons, au début tout au moins, que les courants migratoires sont considérés comme un moyen de « soulager » le pays d'envoi et d'« aider » le pays d'accueil. Admettons que ce phénomène, produit d'une époque en pleine évolution, est vaste et complexe. Admettons que son premier effet est positif, c'est-à-dire que l'émigrant trouve du travail et « vit ». Admettons enfin que l'on a très exactement évalué, quantitativement, ce courant migratoire.

Il convient de noter que toutes les études effectuées à ce sujet posent en postulat l'incohérence des statistiques et la complexité du problème, ce qui, en d'autres termes, revient à admettre l'insuffisance des méthodes et des procédés.

Cependant, le courant migratoire ne s'en trouve pas diminué pour autant; au contraire, les migrants arrivent en grand nombre.

De quoi est fait le courant migratoire espagnol?

Nos connaissances sur ce point sont minimales, il faut le reconnaître. Dans la majorité des cas, les données se limitent aux noms, prénoms de l'intéressé et à son métier. Et il serait puéril, pour justifier cette ignorance, d'invoquer cet argument tant de fois rabâché : « Nous vivons dans un pays dont chaque citoyen est libre. »

L'Espagnol qui, contraint ou non – et, actuellement, 90% des émigrants agissent sous la contrainte – passe la frontière reçoit en langage imagé, un « choc moral », qui touche les fibres les plus intimes de son être physique. La liberté d'autrui, l'ordre qui existe ailleurs sont des faits dont il ignore les causes. Puis, les facteurs économiques, le niveau de vie, la protection syndicale, etc., lui permettront de se mettre au travail avec ardeur. Mais, à partir de ce moment, l'ouvrier étranger devient un salarié, c'est-à-dire qu'il devient sensible à l'indifférence et à l'égoïsme. Le milieu local ne le stimule pas; tout lui paraît vide de sens; il se replie sur lui-même: de là, son inadaptation.

Cette affirmation nous conduit à réfuter une thèse populaire, sans aucun fondement scientifique, concernant l'existence d'un prétendu « nomadisme » espagnol et latin, de caractère atavique. Nous savons que jusqu'à la veille de la guerre civile (1936–1939), l'émigration espagnole était tout particulièrement dirigée vers les pays américains de langue espagnole. Les raisons en sont évidentes: la similitude de langue, de milieu, de coutumes attirait le travailleur et l'« aventurier » hispaniques en quête d'une plus grande stabilité et désireux d'économiser « pour retourner plus tard au pays ». C'est ainsi que, entre 1946 et 1957, toujours d'après l'étude du BIT déjà mentionnée, *Les Migrations internationales*, 570 000 personnes ont émigré vers le continent américain et 160 000 autres en sont revenues. L'émigration nette s'est donc chiffrée à moins de 410 000 personnes.

Mais examinons les faits de plus près. S'il faut en croire la même étude, 3000 personnes ont émigré en 1946. Ce chiffre était passé à 35 000 en 1949 et à 40 000 en 1950. En d'autres termes, le déséquilibre économique du régime franquiste rendait nécessaire l'« éloignement » des éléments de malaise intérieur.

En raison de sa proximité et des facilités qu'elle offrait, la France fut le premier pays d'Europe à accueillir des émigrants espagnols. Là encore, nous assistons au même phénomène: négligeable jusqu'en 1950, le chiffre des travailleurs autorisés à s'installer en France sous les auspices de l'Office national de l'immigration, passa à 45 000 entre 1951 et 1957. Et, il faut bien le dire, ce chiffre est en dessous de la réalité puisque les statistiques officielles ne comprennent pas les arrivées de travailleurs indépendants accompagnés des membres de leur famille.

Nous savons aujourd'hui qu'un grand nombre d'émigrants espagnols travaillent surtout en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Devant de tels faits, devant ces chiffres qui se passent de tout commentaire, nous devons conclure que le travailleur espagnol ne peut s'offrir le « luxe » d'économiser pour émigrer en Amérique du Sud. Il quitte l'Espagne pour le premier pays qui lui donne des garan-

ties de travail, et en ne possédant malheureusement que l'argent du voyage.

Telle est en fait la situation: « Les migrations économiques sont déterminées par la recherche d'une meilleure productivité et, par conséquent, d'une meilleure rémunération du travail; il s'ensuit que les travailleurs migrants doivent obtenir une amélioration plus ou moins sensible de leur situation matérielle. » (*Les Migrations internationales*, Genève, 1959.)

Conséquences économiques et sociales *Conclusions*

La complexité des problèmes posés par ces changements appelle un examen minutieux.

1. Stabilité de l'emploi. Le travailleur, astreint au statut d'étranger est-il à la merci d'un licenciement, pour ces motifs divers?
2. Sévérité des règlements administratifs. Devant la diversité des cas, les travailleurs peuvent-ils bénéficier d'une égalité de traitement: « même poids et même mesure pour tous »?
3. Insuffisance de la préparation technique ou psychotechnique. La difficulté d'adaptation professionnelle crée-t-elle un climat moral et matériel pénible?
4. A aptitudes égales, l'immigrant bénéficie-t-il d'un traitement égal et des mêmes possibilités de placement?
5. La crise du logement est-elle une source d'abus, les travailleurs étant mal logés?
6. L'instabilité de l'immigrant: faut-il l'attribuer à des motifs imputables à l'étranger ou, au contraire, à la « froideur » qu'il rencontre dans le milieu professionnel ambiant?

L'importance de ces questions et de toutes celles qui peuvent se poser est indiscutable; elle ne permet pas de juger du bien-fondé des lois en vigueur.

Toutefois, les travailleurs espagnols se heurtent à des difficultés qui pourront être atténuées lorsqu'il sera possible de posséder les données et la documentation nécessaires.

A cette fin, et à titre de renseignement préliminaire, nous savons qu'au 31 mars 1961, d'après les statistiques trimestrielles de l'Office cantonal de placement de Genève, 4836 personnes de nationalité espagnole étaient inscrites au total sur les listes du dit organisme, soit 3020 hommes et 1816 femmes. Il convient de noter la proportion élevée de ces travailleurs dans la métallurgie: 932 hommes et 141 femmes. Les chiffres étaient les suivants dans les autres corps de métier: bâtiment: 231 hommes; menuiserie et ébénisterie: 104 hommes et 4 femmes. Avec de telles proportions, la migration doit

revêtir une signification nouvelle en s'insérant dans le cadre d'un effort concerté en vue de relever la productivité.

Pour terminer, citons une fois de plus l'ouvrage déjà mentionné, *Les Migrations internationales*:

« En Suisse, il apparaît, en dépit d'un accroissement constant de son effectif, que la main-d'œuvre étrangère a fait preuve d'une assez grande instabilité, et cela même si l'on ne tient compte que des activités pour lesquelles sont délivrés des permis de travail permanents. »

Il importe donc de connaître toutes les questions d'ordre social, économique et psychologique qu'ont à résoudre les travailleurs espagnols en Suisse, d'où la nécessité d'effectuer une enquête à ce sujet.

Impressions d'un voyage en URSS

Par *Georges Hartmann*

(*Suite **)

Il faudrait être invité à manger dans une famille russe pour juger du niveau de l'alimentation familiale à Moscou. Il paraît que cette occasion se présente très rarement. En revanche, dans les restaurants des grands hôtels, d'ailleurs toujours pleins et où l'on doit quelquefois se mettre dans la file pour attendre une place libre, les repas à menus fixes et à la carte sont variés, suffisants, mais très chers pour nous au cours du change actuel. Le pain blanc et le pain bis, toujours à discrétion, ont un bon goût. Il faut compter, pour un repas normal équivalent à 7 fr. suisses, la somme de 14 roubles au minimum sans la boisson. Une bière coûte 33 kopecks, soit quarante minutes de travail.

Note de l'auteur. D'après la *Pravda* du 30 juillet 1961, le nouveau programme communiste soviétique prévoit qu'en 1980 tout citoyen soviétique aurait droit gratuitement au logement, à la nourriture et aux services publics.

On dit que les produits alimentaires sont rares: pour m'en rendre compte, j'ai fréquenté des magasins; j'y ai vu vendre sans ticket de rationnement de la farine, des produits de boulangerie et de confiserie (tous identiques, standardisés et de la même forme), de la viande, assez rare et chère, cinq ou six sortes de boîtes de conserve de poisson, des pâtes alimentaires, du yaourt, du lait. La publicité étant presque nulle, les emballages de produits se réduisent à tout ce qu'il y a de plus simple. La crainte de ne pas retrouver le lendemain ce qu'il y a le jour même et surtout le manque de vendeuses

* Le début de cet article, ainsi que les notes bibliographiques, ont paru dans le numéro 9 de septembre. Les lecteurs sont priés de s'y référer.